

de ma première élection, cette fameuse élection partielle de Bagot en décembre 1925.

Il s'est prononcé bien des discours sur le budget ou plutôt en marge du budget; nous en sommes, je crois, environ au quatre-vingt-cinquième. De ce côté, nous prétendons qu'il fut accueilli d'une manière générale de l'Atlantique au Pacifique comme une très bonne nouvelle, une cause de réjouissance et d'encouragement, pendant que nos adversaires n'y trouvent qu'amertume et désolation. Pour justifier nos réjouissances, faisons brièvement, à la lumière des faits, une comparaison des budgets des cinq dernières années du parti conservateur, de 1917 à 1922, avec les budgets des cinq dernières années de notre parti libéral, de 1922 à 1927. Si nous ouvrons l'"Annuaire Statistique" de 1926, nous y trouvons à la page 795, au tableau 23, que la dette du pays, qui était en 1917 de \$379,186,298 s'était accrue en 1922 jusqu'au montant de \$2,422,135,802, une augmentation donc de \$1,542,949,504; qu'elle avait baissé en 1926 jusqu'à \$2,389,731,099; que de plus elle fut diminuée en 1927 de 38 millions. Toujours d'après le même tableau, la dette per capita qui était en 1916 de \$76.55 fut augmentée par nos adversaires au point d'être en 1922 de \$270.93; elle a été diminuée par le Gouvernement actuel jusqu'à \$251.43, en 1926. Ces chiffres illustrent bien pourquoi nos collègues, de l'autre côté de cette Chambre, n'attaquent point de plein front la situation financière de notre pays. Il vaut mieux et il sied bien, en effet, de l'attaquer en biais, en attribuant aux bienfaits de la divine Providence ainsi qu'au zèle et à l'application d'un peuple jeune et enthousiaste, l'amélioration très considérable de nos finances. Pourtant, et malgré des succès aussi évidents, nos adversaires tiennent ce Gouvernement responsable de tous les deuils causés par le départ ou l'exode des nôtres vers les Etats-Unis. Bien qu'ils ne prononcent pas le mot lui-même, ils s'efforcent de prouver que pour enrayer le fléau il faudrait appliquer le grand remède, la haute protection tarifaire. Retournons encore à l'"Annuaire Statistique" de 1926 et lisons la page 95, tableau 4; nous y trouvons que sous le régime de haute protection, de 1881 à 1891, le pourcentage d'accroissement de population de notre pays fut de 11.76 p. 100 alors que sous le régime libéral, de 1901 à 1911, il fut de 34.17 p. 100, et que de 1911 à 1921, sous un retour au parti protectionniste, il tomba à 21.95 p. 100. Ces chiffres parlent par eux-mêmes et indiquent bien le contraire de ce que nos adversaires tendent à établir.

Au lieu de tant de pessimisme ne semblerait-il pas de meilleure politique de semer l'espérance et l'encouragement, de dire de

[M. Morin (Bagot).]

notre pays parfaitement ce qu'il est; un endroit idéal pour tout bon citoyen qui l'habite ou qui viendrait s'y établir avec les vertus requises d'un bon Canadien. Alors que nous entendons ici beaucoup de médisances ou plutôt de calomnies sur notre pays, voyons un peu ce qu'on en dit à l'étranger. Dans la revue canadienne "Québec", publiée à Londres par M. L.-J. Lemieux, en citant des chiffres au sujet des progrès du Canada, voici ce que dit le rédacteur londonien:

"En 1926, le Dominion du Canada avec une population de 9,500,000 âmes a manufacturé autant de produits que les Etats-Unis quand ils avaient une population de 50,000,000 d'âmes; son commerce extérieur était aussi considérable que celui des Etats-Unis quand leur population était de 76,000,000 d'âmes; le produit de ses mines atteignait la même valeur que la production minière américaine au moment où la population américaine était de 38,000,000 d'âmes; il avait une balance commerciale favorable, la plus favorable, la plus considérable au monde, ajoutait \$100,000,000 à ses épargnes en banque, plaçait \$560,000,000 dans les débetures et dépensait \$10,000,000 pour l'achat de nouvelles automobiles."

De son côté, le National Foreign Trade Council, de New-York, déclarait récemment: Que le Canada devançait toutes les nations pour les augmentations du commerce de 1913 à 1926. L'augmentation du commerce canadien a été de 85 p. 100, tandis que celle du commerce américain n'était que de 31 p. 100. Au début de l'année, la Société des nations a publié un communiqué dans lequel elle démontre que l'augmentation de la richesse au Canada s'est accrue de \$1,100 par tête en 1903 à \$2,406 en 1926,—un taux de progrès jamais atteint par aucun pays. Et l'article du journal "Le Canada" d'où ces renseignements sont tirés continue comme suit:

"Ces statistiques publiées par des organisations autres que canadiennes ne devraient-elles pas suffire à nous convaincre de notre prospérité réelle.

Après de tels témoignages, comment pourrait-il y avoir quelqu'un au Canada pour soutenir que notre pays n'est pas dans le sentier de la prospérité et du bien-être matériel pour toute sa population."

Cependant, une telle intensité et rapidité de développement, de même que l'accroissement de l'automobilisme chez nous et chez nos voisins, les Etats-Unis, qui nous longent sur un parcours de 6,000 milles, a créé en Canada une nouvelle situation qui requiert plus que jamais l'attention de nos corps publics, et en particulier de notre gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux. Parlant au nom d'une circonscription électorale presque exclusivement agricole, je me permets de soumettre que c'est surtout à la classe agricole que nous devons aujourd'hui plus que jamais nous intéresser, dans cette Chambre. Il faut que nous trouvions les moyens de ren-